

Les subsides

Je pense qu'il faut continuer à trouver de l'argent afin d'augmenter les budgets pour les divers programmes.

[Traduction]

M. Tom McMillan (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, aucun sujet ne peut être plus approprié à cette époque-ci de l'année que celui du chômage chez les étudiants et les jeunes. Des dizaines de milliers de jeunes sortent en ce moment de nos écoles secondaires, de nos collèges communautaires et de nos universités et se cherchent un emploi, dans bien des cas un emploi permanent à plein temps. Pour un bon nombre et peut-être même pour la plupart de ces jeunes, cette recherche aboutira à un échec complet. Je dis un échec complet parce qu'il y en a beaucoup qui ne réussiront pas à trouver le moindre emploi. D'autres devront se contenter de moins que ce que leur formation et leur niveau d'instruction leur faisaient espérer. Même ceux qui voulaient seulement un emploi d'été pour les aider à faire face au coût croissant des études supérieures éprouveront plus de difficultés à trouver un emploi cet été qu'à n'importe quel autre moment depuis les années 30. Dans bien des cas, le fait de n'avoir pas trouvé un emploi d'été forcera les étudiants à abandonner leurs études ou à les remettre à plus tard. De toute évidence, très peu de parents seront en mesure d'aider leurs enfants, vu la récession dans laquelle nous sommes en train de sombrer.

Comparons donc la situation actuelle à celle qui existait quand le premier ministre (M. Trudeau) a pris le pouvoir il y a environ 14 ans. Je me rappelle très bien cette période parce que j'ai obtenu mon premier diplôme universitaire à peine quelques mois avant son arrivée au pouvoir en 1968. Je faisais partie de la promotion de 1967 de ce qui est maintenant l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard. Certains des diplômés de cette année-là ont poursuivi leurs études, mais un bon nombre se sont joints au marché du travail aussitôt après avoir obtenu leur diplôme. A cette époque, les étudiants s'inquiétaient peu de savoir si le marché pouvait les absorber. Bon nombre avaient déjà été embauchés par diverses entreprises et sociétés qui avaient visité le campus pendant l'année scolaire pour recruter des étudiants.

Tous prenaient les possibilités et les perspectives d'emploi pour acquises. Ce que les étudiants voulaient, ce n'était pas simplement trouver un emploi, mais en trouver un qui leur permettrait d'utiliser le mieux possible leurs talents et leurs connaissances. Le système des collèges communautaires n'était pas aussi perfectionné qu'il l'est maintenant, mais les diplômés de ces collèges étaient tout aussi optimistes que les diplômés d'universités pour ce qui est de trouver du travail. C'était une époque d'optimisme financier, d'occasions économiques et de promesse tant pour les étudiants que pour l'ensemble du pays. Aucun horizon n'était trop distant aucun défi, trop grand. Le pays était fort, pour employer une expression du premier ministre. A la fin des années 60, moins de 350,000 personnes étaient en chômage en permanence, comparativement à plus d'un million aujourd'hui. Le taux d'inflation était à peine supérieur à 4 p. 100, contre plus de 11 p. 100 aujourd'hui. Les taux d'intérêt n'étaient que de 9 p. 100, contre 15, 16, 17 ou 18 p. 100 et plus aujourd'hui. Le dollar canadien valait presque un dollar américain. Il équivaut à environ 80 c. américains à l'heure actuelle; c'est son plus bas niveau en 25 ans.

Le premier ministre a hérité d'une économie qui était fondamentalement stable, mais en peu de temps il a dilapidé cet

héritage qu'il n'a pas su administrer. Lorsque son gouvernement a pris le pouvoir en 1968, le Canada venait en troisième place au monde pour le niveau de vie, après la Suède et les États-Unis. Il se classe maintenant au treizième rang, après la Suisse, la Suède, le Norvège, l'Allemagne, le Danemark, le Luxembourg, l'Islande, la France, la Belgique, les États-Unis, les Pays-Bas et la Finlande.

J'ai dressé ce bilan économique pour la seule raison que le chômage chez les jeunes doit être considéré dans le contexte de l'économie, et non pas isolément. Peu de possibilités s'offrent aux jeunes, parce que le gouvernement en place a laissé périliciter l'économie. La solution au problème du chômage chez les jeunes ne se trouve pas dans les projets de création d'emplois, même s'ils peuvent être utiles à titre de mesures temporaires, ni exclusivement dans toute autre mesure conçue essentiellement à l'intention des jeunes. Ils ne font aucun doute que le gouvernement pourrait élaborer beaucoup plus de programmes s'adressant essentiellement aux jeunes. Non, pour résoudre le problème il faut remettre tout l'économie sur les rails de sorte que notre grand pays et sa population y compris les jeunes, puissent de nouveau réaliser leur potentiel par la libération de leurs forces productives.

● (1740)

Chaque génération a un apport distinct à faire la société et à la civilisation. Aucune génération n'est identique à une autre. Le chômage des jeunes est tragique parce qu'on refuse à la génération qui monte l'occasion de faire ses preuves. Notre jeunesse actuelle avec ses talents, ses intérêts, son éducation et sa formation propres pourrait enrichir beaucoup notre société et faire de notre pays un endroit où il fait bon vivre. Au lieu de cela, leurs talents s'atrophient. Les jeunes qui ont reçu leur enseignement dans les domaines de la sténographie, du commerce, des affaires, des métiers de la construction, des sciences, des arts et métiers, même du droit, de la médecine et du génie—qui depuis toujours offrent des garanties de sécurité d'emploi et de revenu élevé—ont du mal à trouver du travail.

Examinons les faits. Le taux de chômage désaisonnalisé atteignait 9,6 p. 100 le mois dernier dans l'ensemble du Canada. Nous avons connu en avril le nombre record de 1,233,000 Canadiens en quête d'un emploi. A ce chiffre il faudrait ajouter les 100,000 personnes environ qui ont abandonné leur recherche. Le Conseil des sciences du Canada affirme que notre pays se désindustrialise. Nous ne créons pas d'emplois nouveaux et ne maintenons même pas ceux qui existent. Nous avons perdu près de 223,000 emplois entre août 1981 et mars 1982, dans tous les secteurs mais surtout dans la fabrication. Plus de la moitié étaient tenus par des jeunes hommes et des jeunes femmes âgés de 15 à 24 ans. Près de 53 p. 100 des emplois qui ont été supprimés au cours des sept derniers mois étaient occupés par des jeunes.

Dans la région de l'Atlantique, d'où je viens, le chômage chez les jeunes dépasse 20 p. 100. C'est le taux le plus élevé de toutes les régions; il dépasse aussi la moyenne nationale d'environ 15 p. 100. Pourtant le niveau de scolarité, de formation ainsi que les qualités personnelles des jeunes de ma région se comparent à celui et à celles des autres Canadiens. Mais les aptitudes et les compétences ne sont plus un gage d'emploi.